

Comment est-on passé à gauche, en moins d'un siècle, de la prééminence d'un antifascisme puis d'un antiracisme unificateurs à l'émergence de revendications mémorielles sectorielles, potentiellement porteuses de déchirements ?

Sur l'évolution historique de quelques valeurs de référence de la gauche

Michel Dreyfus

Michel Dreyfus directeur de recherche au CNRS, est historien, spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier, notamment du syndicalisme et de la mutualité.



Le fascisme ne passera pas ! » : qui de nous n'a crié ce mot d'ordre dans une manifestation ? L'antifascisme a été longtemps une valeur fondamentale de la gauche. Il a une histoire, mal connue, et, il y a une quinzaine d'années, il a fait l'objet d'un mauvais procès : selon François Furet¹, il n'aurait été qu'une simple « manipulation communiste » – une vision caricaturale parfois encore reprise par certains commentateurs politiques. Sans doute bien plus intéressante est la voie, suggérée en 1994 par Maurice Agulhon² et récemment développée par l'historien Gilles Vergnon³, de l'existence de plusieurs antifascismes successifs.

LES QUATRE TEMPS DE L'ANTIFASCISME

Une première phase de l'histoire, en France, de l'antifascisme, va de 1922 à 1928. On invente le mot et on le définit à partir de l'observation du

fascisme italien. Est désigné comme « fasciste » tout acteur politique qui se dresse contre la République parlementaire pour lui substituer une autre forme de régime : république autoritaire, monarchie ou dictature. Réalité politique nouvelle, le fascisme est analysé au prisme d'expériences anciennes. Comme le dit en 1928 un socialiste belge, Emile Vandervelde, c'est « un boulangisme qui a réussi ». Ce premier cycle est bref parce que les forces politiques qui se réclament ouvertement de cette idéologie sont alors très faibles dans notre pays et que de surcroît la France, puissance victorieuse, considère avec dédain le régime italien instauré en 1922.

Un second cycle se développe à partir du 6 février 1934, épisode alors vécu comme une tentative de coup d'état qualifié de « fasciste ». Beaucoup plus étoffé que le précédent sur le plan idéologique, cet antifascisme contribue à l'union des gauches. Il se caractérise par des

¹ François Furet, *Le passé d'une illusion*, Paris, Plon, 1995.

² Maurice Agulhon, « Péripéties amnésiques, troubles amalgames : faut-il réviser l'histoire de l'antifascisme ? » *Le Monde diplomatique*, juin 1994.

³ Gilles Vergnon, *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

modes de mobilisation inédits et instaure des rites politiques originaux, tel que le fameux poing levé dans les manifestations. Faisant de la « classe ouvrière », du « peuple » et du socialisme les défenseurs de la République et de la nation, il joue un rôle fondamental dans l'émergence du Front populaire. Fort éloigné de toute forme de manipulation communiste, il émane au contraire d'une nébuleuse socialiste où se côtoient la SFIO, la Ligue des droits de l'homme et la CGT confédérée. Sa dynamique contribue à réinsérer le PC dans le camp de la gauche républicaine et à ses prises de position foncièrement antifascistes (Guerre d'Espagne, crise de Munich). La Seconde Guerre mondiale balayera tout cela.

Une troisième phase s'ouvre après 1945. Dans l'immédiat après-guerre, le monde est divisé entre les *Blocs* américain et soviétique et, dans un tel contexte, toute tentative de démarche unitaire est évidemment vouée à l'échec. C'est durant cette période que le lien entre communisme et antifascisme est le plus étroit car la SFIO connaît une crise profonde à partir du milieu des années 1950. En teintes durant la Guerre froide, l'antifascisme ne reprendra des couleurs qu'à partir de 1960, notamment en raison du conflit algérien. Et il faudra attendre la fin de ce conflit pour que se reconstitue un antifascisme unificateur qui, opposé à l'extrême droite et aux factieux de l'OAS, défend la République et soutient l'anticolonialisme. Mais ce nouvel élan perdra vite de sa vigueur avec la fin de la Guerre d'Algérie en 1962.

Une dernière phase, née après 1968, culmine dans les manifestations contre Jean-Marie Le Pen lors de



D.R.

La grève du 6 février 1934

l'élection présidentielle d'avril 2002. Mais elle ne conserve plus que sous une forme appauvrie les références de l'antifascisme premier. Elle invoque certes encore la Résistance mais, à partir du milieu des années 1980, elle tend de plus en plus à oublier le Front populaire. Peut-on même encore parler aujourd'hui, formellement, d'antifascisme ? La mémoire des guerres qui l'avaient engendré s'est estompée avec le temps, les notions de patriotisme et de pacifisme, deux valeurs qui avaient naguère, bien que différemment, contribué à structurer la gauche et à dépasser ses divisions, se sont fortement affaiblies.

L'ÉMERGENCE POLITIQUE DE L'ANTIRACISME

À partir de la décennie 1970, entre en scène un nouvel acteur, l'antiracisme. Doit-on le définir, à la suite de Gilles Vergnon, comme le « dernier avatar » de l'antifascisme ? Le tournant se situerait à la suite de



⁴ À propos de l'antisémitisme, on pourra consulter mon livre, *L'antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, La Découverte 2009, analysé par Antoine Spire dans *Diasporiques* n°8 (décembre 2009) et commenté à nouveau par moi dans *Diasporiques*, n°9 (mars 2010).

⁵ Les livres d'histoire traditionnels, comme le Lavisso ou le Malet et Isaac, ne parlent-ils pas eux-mêmes, explicitement, de « l'œuvre coloniale de la France » ?

l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, en octobre 1980. La large mobilisation que celui-ci engendre va bien au-delà du « peuple de gauche » et elle marquerait ainsi la fin de l'antifascisme traditionnel ; on assisterait en fait à l'avènement substitutif d'un antiracisme qui serait d'abord un anti-antisémitisme⁴. Cette évolution est concomitante, il ne faut pas l'oublier, de la déception et de la démobilisation de pans importants du « peuple de gauche » face à la politique de « rigueur » menée par le gouvernement socialiste à partir de 1982/1983.

Ainsi la situation diffère-t-elle alors fortement de celle qui a prévalu dans le passé. La gauche, en abandonnant toute référence au Front populaire et en cherchant, pour une fraction d'entre elle au moins, à s'associer à la droite modérée, se reconstruit sur une base essentiellement humaniste, qui fait largement référence aux « droits de l'homme » et qui est sans réel projet politique, au contraire de ce qu'était l'antifascisme des années 1930. L'antiracisme qu'elle affiche ne parvient pas, en dépit du soutien médiatique dont bénéficie une organisation telle que SOS Racisme, créée en 1984, à enrayer la progression, jusqu'au paroxysme de 2002, du Front national et de ses impacts idéologiques sur l'ensemble de la vie politique française.

LA RÉSURGENCE DU PASSÉ COLONIAL DE LA FRANCE

L'éphémère article 4 de la loi du 23 février 2005, qui ordonne aux historiens d'enseigner « le rôle positif de la présence française outre-mer », puis le discours du président de la République à Dakar, en juillet 2007, pour qui le « drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez dans l'Histoire » confortent, en ce début du XXI^e siècle, l'image d'une France donneuse de leçons qui n'en a pas vraiment fini avec le colonialisme.

L'immense majorité du pays, au demeurant, a longtemps cru au bien-fondé de la colonisation et à la « mission civilisatrice » de la France – n'est-ce pas ce qui lui a été enseigné, souvent avec une certaine bonne foi, dans les écoles jusqu'aux guerres de libération des peuples colonisés et au choc psychologique et politique

qu'elles ont fini par entraîner ? Reposant sur le racisme occidental et sur l'affirmation de la supériorité de la race blanche, la colonisation fait partie intégrante de « l'œuvre » de la III^e République⁵. Son racisme colonial prend appui sur la conviction bien ancrée d'une inégalité des races, sur ce racialisme qui fut si répandu, des années 1880 jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, et auquel la gauche n'échappa pas, ce qui lui permit de justifier les expéditions coloniales tout en valorisant les idéaux de la Révolution⁶ ! « L'universel de la Révolution française de 1789 s'est mué un siècle plus tard en un univers occidental, mâle, blanc, fier de sa révolution industrielle, expansionniste, raciste et chrétien⁷ ».

Longtemps occulté, le passé colonial de notre pays est désormais revenu en force et suscite des débats contradictoires. Certains de leurs protagonistes ne manquent pas de déplorer l'oubli de notre histoire et de notre mémoire républicaine, l'atteinte à la gloire de la nation française et la non-reconnaissance de ses racines judéo-chrétiennes. Au nom d'une « repentance » qu'ils dénoncent, ils vont jusqu'à récuser toute espèce de procès intenté à la colonisation. À gauche, l'attitude est évidemment fort différente, mais elle est loin d'être unanime. La demande de reconnaissance des méfaits de cette période de notre histoire prend parfois un tour extrême, comme on l'a vu par exemple avec l'appel des « Indigènes de la République » de janvier 2005⁸ et ses suites. La concurrence sévère entre différentes mémoires victimaires (dont celle du génocide juif est devenue d'une certaine façon le modèle) peut ainsi engendrer des

« devoirs de mémoire tyranniques⁹ » et de consternants conflits.

* * *

La gauche parviendra-t-elle à retrouver en la matière des valeurs unificatrices, et cela d'abord en se référant à une interprétation commune de principes d'indivisibilité et de laïcité de la République ? On ne peut que le souhaiter mais rien ne permet hélas pour l'heure de l'affirmer. ☉

⁶ « Les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. Je dis qu'il y a pour elles un droit parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures ». Jules Ferry, *Discours sur la colonisation*, 28 juillet 1885.

⁷ Catherine Coquery-Vidrovitch, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Paris, Agone, 2009.

⁸ www.indigenes-republique.org

⁹ Esther Benbassa, *La souffrance comme identité*, Paris, Fayard, 2009.